



La diplomatie luxembourgeoise en action : souvenirs d'ambassadeur

Hubert Wurth parle de la coopération politique européenne et d'autres développements

Webinaire organisé par l'EDIC, Université du Luxembourg le 22 avril 2021

Exposé de Monsieur Hubert Wurth, Ambassadeur du Grand-Duché du Luxembourg

Je vous remercie Dr Danescu,
l'Université de Luxembourg
et le Cercle Diplomatique pour l'invitation.

Merci aussi pour votre introduction détaillée.
Mes remarques reflètent mes réflexions personnelles.

Ma motivation initiale vient de cette question : comment les choses ont-elles pu 'foirer' au point de causer deux guerres mondiales et l'Holocauste ? Je voulais savoir, et m'insérer dans un effort pour prévenir, faire mieux. J'ai été heureux de participer au « projet européen » entre août 1978 et avril 2017.

Le diplomate luxembourgeois est déterminé par son environnement européen, compliqué, et d'abord par les deux grands voisins. Agréable Belgique, sauf en 1982 pour la monnaie. Le service du public et l'économie requièrent considération et compréhension. Depuis le chemin de fer, le Luxembourg fut et reste un pays volontiers globalisé.

Les années avant 1978 ne seront pas couvertes car mieux vaut s'en tenir à ce que l'on connaît, un peu, pour l'avoir vécu de l'intérieur : un 'mélange' luxembourgeois à 'l'ancienne' : dix '**bonnes**' années à la 'Centrale', 6 postes en résidence, 7 accréditations non-résidentes, et une expérience plus ou moins intense d'une douzaine d'OIG's.

*(RPA Conseil de l'Europe, CPE-GTs et Correspondant européen, HLTF-OTAN, Moscou, La Haye + OIAC, New York ONU (+UNDP+UNICEF+...),

Paris+OCDE+UNESCO, Londres+OIM et enfin Vienne + OSCE + ONU (UNDOP, AIEA, ONUDI, CTBT/TICE). Plus: Oulan-Bator, Varsovie, Helsinki, Dublin, Reykjavik, Ljubljana, Bratislava). * =Texte non prononcé

Partout les collègues de l'UE se concertèrent étroitement et régulièrement. La coopération politique le prévoit depuis près d'un demi-siècle, et c'est devenu une seconde nature. Par contre le principe de la **voix unique** européenne, visé lui-aussi dès le début, n'a pas connu la même réussite : cet objectif reste souvent hors d'atteinte.

Ma propre vie professionnelle fut profondément marquée par la **coopération politique européenne**. Celle-ci fut dès les années 70 un petit moteur pour l'Europe, et pour notre diplomatie un saut qualitatif. Un embryon d'une politique étrangère commune a pu naître. Le but, c'était de coordonner l'action extérieure des Etats-Membres (EM), par l'échange de messages et l'organisation de réunions de groupes de travail sous la direction du 'Comité politique' rassemblant les 'Directeurs politiques' des ministères. Combien de réunions n'ai-je couvert, de déclarations communes contribué à rédiger? Epopée historique, passionnante à partager.

Mais même après avoir cédé à l'orée du XXIème siècle, à la suite des traités d'Amsterdam et de Lisbonne, son activité récurrente de '**président en exercice de la coopération politique européenne**', le Luxembourg trouvera beaucoup de pête à flétrir en Europe, et pourra contribuer à solidifier l'UE. Tentons de convaincre tous nos partenaires d'accepter un vrai transfert vers le SEAE, en vue d'une PESC se fortifiant au quotidien.

Cette esquisse se présente en trois parties : comme un tapis elle a besoin d'abord d'un cadre : partie I, et dans ce cadre la trame est tendue : partie II, et les fils noués : partie III.

I. Cadre : l'esquisse de quelques références

1) « Panta rhei ». Le mouvement est inexorable. La leçon de 1945 avait certes été apprise : après la catastrophe, plus jamais cela ! . Un équilibre fut trouvé, pour un temps, dangereux et inadéquat pour beaucoup, considérant les injustices vécues à l'est de l'Europe. Equilibre pérenne ?

Mes premiers pas en diplomatie virent la présence à la tête de l'église catholique du pape Jean-Paul II. Il m'est arrivé de rencontrer trois fois le Saint Pontife : en 1983 au Vatican pendant une audience de notre ministre Colette Flesch, lors de sa visite au Luxembourg en 1985, et en Pologne en 1991, alors que j'étais ambassadeur non-résident à Varsovie. 'N'ayez pas peur' disait-il aux Polonais, et

ses paroles portèrent loin. Elles remettaient en cause cet équilibre tragique et insatisfaisant qui était le ciment du monde de l'après-deuxième guerre mondiale. Trois décennies avaient passées, le temps d'une génération, et les fossiles allaient partir : Brejnev, Andropov, Tchernenko. Le mouvement revenait, la parole pontificale s'y inscrivait, et un vent se levait. Bientôt Lech Walesa susciterait une vague.

2) Union sans cesse plus étroite : le traité de Rome de 1957 la prévoit. Aucune alternative ne s'est dégagée au fil des ans. A moins de vouloir le détricotage. C'est l'histoire du cycliste. C'est aussi une tâche que nous a léguée Robert Schuman.

3) Europe-Puissance. Est-ce l'avenir comme le revendiquent Hubert Védrine et Josep Borrell, et d'autres ? Sans elle, c'est « l'Ohnmacht », l'impuissance. C'est un peu la situation actuelle. L'Europe n'est pas sans influence, mais souvent elle se fait moquer : mon ancien collègue de NY, Sergueï Lavrov lui tendit le miroir récemment. Kissinger et Trump le firent avant lui. L'autre semaine, c'était Erdogan à Ankara ! Les Chinois disent peu, mais n'en pensent pas moins. Bien des capitaines de l'industrie détestent l'UE quand elle se montre forte. Et en interne ? Qui freine, qui gêne l'émergence de « l'Europe-puissance » ?

4) Les uns et les autres. Si l'âge des hégémonies est passée, l'habitude des équilibres entre les puissances chère à Metternich ne s'est pas effacée. Or tout espèce d'«équilibrisme» en Europe comporte des risques pour l'ensemble. Si certaines capitales se concertent, des positionnements sans fin suivront, et le pré-cuit menacera. Or il est connu que quelques partenaires ne peuvent s'en passer, c'est une sorte de réflexe, presque un 'droit naturel' à leurs yeux. Pourtant leurs erreurs et mauvais jugements remplissent des bibliothèques. La lecture du récent rapport Duclert sur le génocide au Rwanda en 1994 est édifiante.

L'Angleterre a finalement quittée l'UE. A Londres, en 2011 avant ma remise des lettres de créance à Sa Majesté la Reine, le maréchal de la cour remarquait que j'arrivais dans un pays dans lequel la propriété de la terre n'avait pas changé de mains depuis plus de deux siècles et demi ... Notre ambassade, bureaux et résidence, sont installées dans des maisons de Hugh Grosvenor, « His Grace the Duke of Westminster ». Les Anglais se plaisent à gêner les autres Européens. Est-ce pour plaire à Washington ? Est-ce là la constante de ce que les Anglais appellent la 'special relationship' ?

Paris considère d'avancer, mais si le Président Macron prônait l'innovation' à la Sorbonne, il a du mal à imaginer la France en banal partenaire, voire en 'junior partner' de Berlin. Que diraient les héritiers de Louis XIV et de Napoléon ?

5) La dynamique européenne dépend de Berlin! Car l'Allemagne est la principale puissance en Europe. Un dilemme ? Son passé la fait hésiter, et c'est plutôt à son honneur. Mais ne s'agit-il pas de l'opportunité historique tant désirée, et d'une carte unique à saisir ? Faire l'Europe, faire prévaloir la démocratie à l'intérieur de celle-ci, et son rayonnement vers l'extérieur. Maintenant! Une « Sehnsucht » qui peut se réaliser ? Ne cédon pas trop vite au romantisme ...

Le pays vise-t-il une véritable politique étrangère européenne? Il s'épuise à chercher un siège permanent au Conseil de sécurité. S'affirmer, en construisant en Europe, et se battre à l'ONU pour l'Europe, serait, je pense, plus constructif. Le RP Dieter Castrup et moi en avions parlé plusieurs fois à NY, vers 2000, et il semblait ouvert pour privilégier le service de l'UE. Or Berlin brigue, depuis maintenant plus de deux décennies, un 'siège national' à l'ONU. Le dossier est bloqué ! C'est devenu une distraction, disons, ... au mieux ! Mais un signe incontestable que le pays reste nostalgique de puissance. Une « Heikle Sache » pour Heiko Maas !

6) L'histoire est tragique ! Je cite Hubert Védrine. La fin de la guerre froide fit naître d'immenses espoir, de démocratie et de liberté. De retour de Moscou, au jour de l'an 1992, j'étais gonflé à bloc : une nouvelle aube, un 'commencement' !!! Je me disais que le prochain chantier 'positif' pourrait être la normalisation avec les pays musulmans.

Ensuite huit années ont passé. Osama Bin Laden et Al Quaida étaient à l'affût. La mise à feu eut lieu le 11.9.2001, ou '9/11' en anglais, et ces attaques terroristes alimentèrent, avec un énorme succès, l'hystérie et l'affrontement entre Occident et Islamistes. Surgit alors la tentation d'une nouvelle guerre en Irak, chez Cheney, Rumsfeld et Co. Quelles conséquences? Floues encore pendant mon séjour à NY, entre 98 et 2003, elles se dessinèrent vite: des centaines de milliers de morts, une région en perdition, le poids de l'Occident et le projet européen perdant de leur vigueur.

Donc Hubert Védrine me rappelait en 2006 à Paris que l'histoire était tragique et qu'il ne fallait pas oublier cette donnée, ce 'given'. Sans doute sentait-il le désir d'ignorer les risques que courait la vague démocratique qui s'était levée une vingtaine d'années plus tôt.

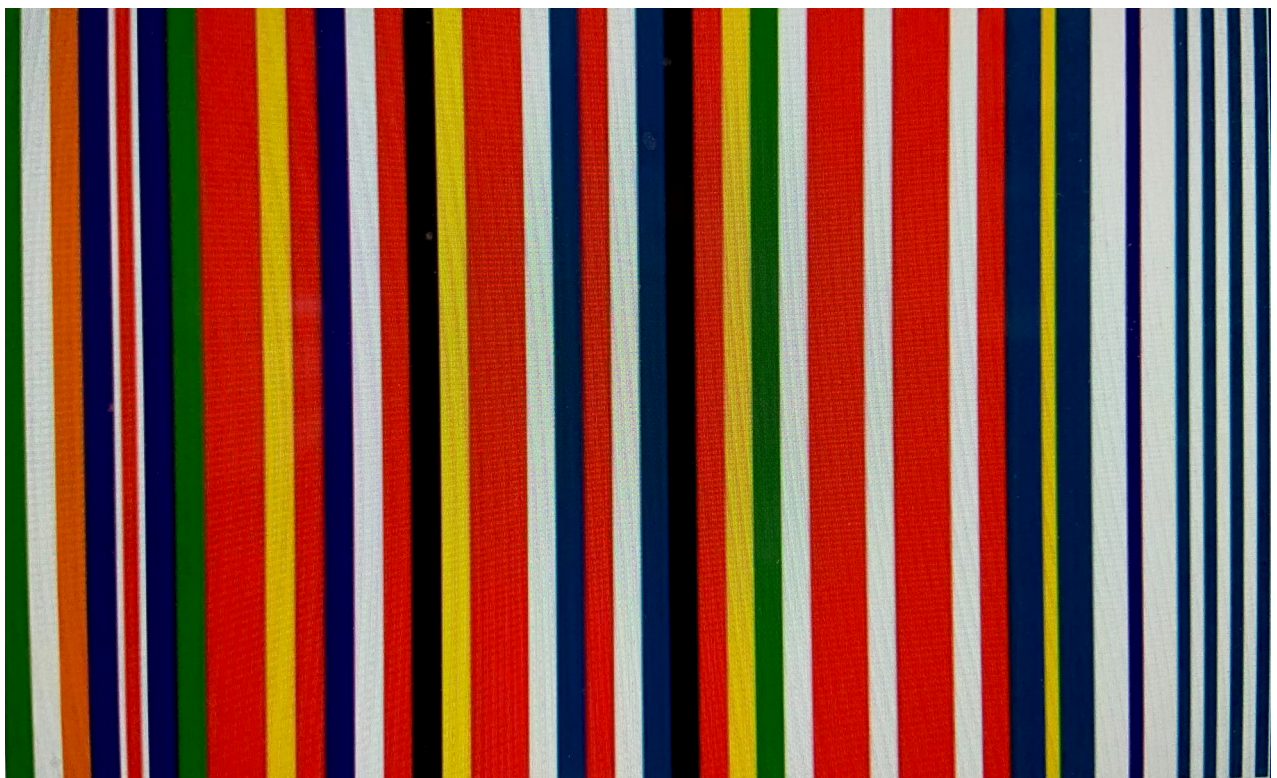
7) Europe 'une' ou 'unifiée'. Une Europe devenant 'une' est impensable, même à long terme. Pour ainsi dire personne n'en veut. Le Luxembourg renaissait de ses cendres au XIXème siècle. Lorsque le XXème siècle apporta plusieurs nouvelles tentatives d'absorption, la population s'y opposa farouchement. Heureusement que les soldats et les présidents américains vinrent à la rescousse.

Aujourd'hui le Luxembourg n'est pas prêt de se diluer dans une entité quelconque, et pas non plus dans une Europe qui serait 'une'. Mais il a été, et reste très preneur pour une **Europe unifiée** dans laquelle ses droits seraient reconnus. Bien d'autres états membres de l'UE, sinon tous, pensent comme nous.

8) Europe en partage. En 2021, comme en 1950, l'influence de chacun des pays européens passe par l'influence commune et partagée. Le Luxembourg n'est pas sceptique de ce point de vue, et son intérêt sera de combattre le scepticisme chez les autres.

*Pour le chancelier Kohl l'expression 'Union européenne' devait stimuler une dynamique positive. Mais bien des gens se sentent probablement encore à ce jour plus à l'aise avec le concept de 'Communauté européenne', au singulier, qui ne préfigure pas cette 'Europe une' qui en rebute tant. Il est peu probable que ce vocabulaire change.

L'UE s'est donnée un drapeau, presque le drapeau américain dans sa 1^{ière} version. Une copie, et de ce fait indigne de la nature 'ad hoc' de la démarche européenne. De drapeau suggère par ailleurs que l'objectif, ce sont les Etats-Unis d'Europe, cette perspective clivante et rejetée par beaucoup.



Reprendre le beau projet de l'architecte néerlandais Rem Koolhaas, (artiste mondialement reconnu et admiré) (v.supra), joyeux, vital et énergique, élaboré à la demande d'une présidence belge, serait possible. Ce serait un geste fort signalant

une authentique capacité d'action, et une forte volonté de relance **et** de rassemblement.

L'idée d'un nouveau traité européen suscite le scepticisme : le risque du détricotage et de l'enlèvement est très réel. Mettons plutôt de l'ordre dans les têtes et dans la maison européenne : mais sans vouloir refaire les textes d'aujourd'hui ! De bonnes décisions sont possibles entre partenaires sincères et déterminés : l'été 2020 en a fourni un exemple. Ce débat de 2020 aura montré que le concept d'une Europe 'unifiée' n'est heureusement pas rejeté, qu'il est partagé largement.

Pourtant même ce concept très utilitaire se heurte à l'opposition de minorités identitaristes militantes. Certains pays ne veulent pas abandonner leur nuance de 'neutralité', une crispation devenue un frein aux avancées politiques. L'ancien Président Fischer en Autriche y attachait bien de l'importance ...

9) L'égalité entre les EM de l'UE est acquise désormais. La présence du Luxembourg dès 1950 aura favorisé cette reconnaissance. Mais les relations des Petits avec les Grands ne sont pas décontractées : Inférieurs et supérieurs, par tant d'aspects : il n'y a pas photo!

Au-delà de l'Europe, il y a les continents, avec d'une part les grandes multinationales, des fois bien plus lourdes que des états reconnus en droit international, et d'autre part les états reconnus en droit international, en tout quelque 193 pays, + ! Parmi ceux-ci les 'Grands' portent un fardeau et une part de responsabilité plus importants. C'est tout simplement une conséquence de leur taille. Les 'Grands' d'Europe également. **Se montreront-ils à la hauteur de ce beau devoir de solidarité qui reste leur privilège?** A chacun de répondre. Mais une 'UE en partage' fournira de solides et précieuses fondations pour l'action.

Evidemment Le Luxembourg fait partie des 'autres', de ceux dont on attend plutôt qu'ils suivent. Il ne veut cependant abandonner ni sa liberté de penser, ni sa toute petite marge de manœuvre. Le Luxembourg sait pourquoi il insiste sur l'égalité entre pays souverains. L'économie globalisée est certes d'une grande importance pour notre petit état, mais celui-ci se repose quand même surtout sur l'UE, sur l'Alliance atlantique, et sur ses partenaires-états,

Vive l'UE, l'innovation la plus constructive en politique de tous les temps, après la démocratie, et dans laquelle l'égalité n'est pas un vain mot ! Si l'égalité fonctionne, elle assurera l'équilibre et sera le ciment d'un continent compliqué. Et si le continent européen est bien organisé et fonctionne, cette réalisation aura un large rayonnement au-delà, rayonnement d'ailleurs bien nécessaire en relations internationales.

10) La vie et la mort. L'histoire est, oh combien, tragique, comportant la perte de la vie pour des humains en grand nombre, innocents pour la plupart, et clairement pour encore plus d'espèces et de plantes qui n'ont commis ni bétise, ni erreur de jugement. Faut-il considérer que cette 'tragédie' est banale, notre monde étant construit sur une sempiternelle séquence : la vie et puis la mort, et cela recommence : un cortège sans fin, source de souffrances et de douleurs, subies injustement.

D'après moi, Védrine n'entend pas plaider la cause du fatalisme. Son 'mantra' signifie que l'histoire est déterminable, que les hommes peuvent l'impacter, mais que souvent ils ne le font pas, cédant au confort, à moins de céder au racisme et à la folle violence. Des humains qui jettent de l'huile sur le feu, ... le monde n'en manquera jamais.

11) Redoutables N's. Sans surprise, les identitarismes nous préoccupent, et ils mènent vers les concepts en N, dont en premier lieu **la nation**. Ce concept est-il un simple cadre de référence, ou glisse-t-il inéluctablement vers le '**nationalisme**'? Donc la guerre? Mitterand exagérait, mais il n'avait pas tort de se méfier. Le concept est émotionnel, trop facile, il pollue beaucoup de têtes, et le glissement est si tentant! Puis il y a les autres N's : neutralismes, nostalgismes, nombrilismes et narcissismes, néo-nazisme et néo-fascismes, et finalement le 'non', catégorique et banal, de ceux qui en ont ras le bol !

Autant de phénomènes suscitant pertes de confiance et accidents nourris par les frustrations issues des trois césures récentes : fin de la guerre froide, fin de l'après-guerre froide, secousses de la crise financière. Attention : l'Europe de l'UE s'est trouvée aussi des ennemis géopolitiques, à sa gauche et à sa droite, qui tentent de la réduire. En voilà une complexification continue et grosse de tensions! Groupons-nous pour demain, pour assurer l'avenir de nos successeurs.

II. Trame : La description de la spécificité du diplomate luxembourgeois vaut d'être tentée. Entre **la** diplomate et **le** diplomate aucune différence d'approche n'est décelable à mes yeux.

Trente-huit ans et demi dans les rouages voués à la politique étrangère autorisent à en tirer quelques lignes de force. Entre l'été 1978, mon entrée au service public, et le printemps 2017, mon 65^{ème} anniversaire, beaucoup d'eau a coulé de la Moselle vers le Rhin, et vers l'Atlantique.

Le ministère était une structure toute menue quand j'y suis entré. L'assistance au développement s'est ajoutée progressivement. L'effectif en diplomates est passé de 37, si je me souviens bien, à un total provisoire avoisinant plutôt les 137.

Adaptation indispensable, les pays du monde continuant à se chamailler, guerroyer entre eux et en interne, et parfois aussi à se rassembler pour mieux défendre leurs intérêts. Adaptation induite aussi par la technique, plus particulièrement l'électronique. Le 1^{ier} téléfax au 5 rue Notre-Dame, c'était en 1983!

1. Le diplomate luxembourgeois est différent. Il travaille avec des collègues belges, français, allemands, hollandais et de tant d'autres pays, mais il n'est en aucune manière comme eux, même si elles/ils se côtoient quotidiennement dans les couloirs de Bruxelles, New York, Genève ou d'ailleurs. Les pays diffèrent grandement par l'histoire, les langues, la géographie et les traditions. La formation des diplomates est très diverse.

2. Le diplomate luxembourgeois restera modeste et plutôt silencieux! Il observe! Un diplomate qui représente un pays petit, à la diplomatie jeune (loi de 1947), ne doit pas confondre les torchons et les serviettes. Comme Ulysse, qu'Homère décrit rusé comme le renard! Le véritable animal fétiche de notre pays est le « Rénert ». Le vieux lion rouge est bien sympa, mais plutôt dépassé. Depuis belle lurette, plus personne à Luxembourg ne songe à devenir empereur ...

3. Le diplomate luxembourgeois est un produit de 'l'entre-deux'. Il pratique le 'mélange' entre bilatéral et multilatéral. Surtout: il compare entre deux géographies, deux grandes cultures et puissances qui se traitaient longtemps d'ennemis héréditaires: France et Allemagne. Seul le Luxembourgeois est dans cette position: leurs langues et cultures sont celles de chacun de nous! Nous les comprenons mieux qu'ils ne se comprennent entre eux. **La relation franco-allemande pourrait-elle être élargi à trois partenaires?*

Pas facile de ne pas se faire écrabouiller, ou simplement de se faire entendre. Et pas non plus d'être également amis/alliés des deux colosses. L 'entre-deux' a privé le pays de son existence en tant qu'entité propre pendant quelques siècles.

En ce moment, ça va. Les frontières gênent, mais la circulation de l'information prime. Elle est concentrée et circule au Luxembourg plutôt mieux qu'ailleurs. Ses diplomates, multiculturels et multilingues, sont des gens bien informés et peu nombreux. Leur pays participe à presque toutes les organisations multilatérales, ce qui leur donne accès à des dossiers passionnants. Ils ont les outils pour comparer, et ils ne s'en privent pas. Ils ne sont pas désarçonnés de vivre entre différents mondes et entre époques. Même l'espace ne leur fait pas peur. Alors que leurs collègues étrangers restent souvent engoncés par l'histoire, ou encore coincés dans les dossiers techniques étroits.

4. Le diplomate luxembourgeois évolue dans un milieu dépassé. Certes tous les diplomates entendent d'abord préserver, jamais bouleverser. Mais il suffit de penser à la pandémie en cours, aux 'Gilets jaunes', au climat et à 'Fridays for future', à 'black lives matter', aux crispations répressives à Minsk, en Russie ou au Xinjiang, ou encore aux menaces pour la vie privée inhérentes à l'époque digitale! Les politiques n'offrent pas vite les réponses à ces défis, et ils demandent à la diplomatie de retarder au moins les échéances. Heureusement que le monde de la science donne un coup de main. Merci GIEC. Pourtant bien des rapports finissent 'tiroirisés' au lieu d'être intériorisés.

Les media, la censure et le contrôle, les polices ou les armées peuvent tenter de préserver les anciens mondes qui se croient inébranlables. Le nombrilisme et le déni tentent de bloquer les changements. Vieilles habitudes! Les humains continuent de penser qu'ils peuvent conquérir, et en majorité ils refusent la décroissance. Le diplomate luxembourgeois comprend que la roue tourne, qu'il n'y aura pas de fin de l'histoire. *La substance est dans le voyage, désormais moins spatial que temporel. Heureux qui comme Ulysse fait un long voyage.

5. La souveraineté nourrit le diplomate luxembourgeois, politiquement et économiquement, elle lui procure son fauteuil et le protège. Mais la souveraineté s'effrite. Dans les traités de Westphalie elle fut pensée pour être une protection des princes. Elle implique certes le principe de l'égalité. Mais la souveraineté n'est plus imperméable, l'économie la sous-mine. Le concept est en voie de 's'obsolétiser', globalisation, réchauffement du climat et digitalisation rognant sans répit cette falaise!

Bien des princes sont devenus obsolètes, et les successeurs légitimés par la démocratie ne réalisent pas forcément leur vulnérabilité. En attendant le concept de la souveraineté reste une clé indispensable, et elle protège les états contre les monstres de l'économie. Les diplomates l'utilisent, la respectent. Encore. En principe.

Aux yeux de beaucoup de diplomates, souveraineté et nation se confondent. Est-ce justifié ? Il deviendra pourtant impératif de gérer en commun les intérêts en lice, souvent déguisés en 'nationaux', et vite déclarés 'sacrés', alors qu'ils ne sont que particuliers'. Ce sera une marche sur le tranchant du couteau: lobbies ou nations combattent volontiers la perspective d'éventuelles 'pertes de terrain' par le 'non' autour de la table de négociations. Une petite lueur d'espoir : l'UE, l'OCDE, et à l'occasion l'ONU préconisent le mouvement.

6. Le Luxembourg a pris l'habitude de « punch above its weight », 'de frapper plus fort que dans sa catégorie'. Dans le monde d'avant-hier, le pays était si petit.

Dans le monde d'hier, et peut-être encore aujourd'hui, le pays est devenu un partenaire, et même un partenaire attrayant. Bien des commentateurs et collègues anglais y virent une extravagance : la Grande-Bretagne ayant été si longtemps habituée à définir l'avenir pour les autres ! Dans le cas du Luxembourg: en 1815, 1839, 1867.

Le Luxembourg n'est un acteur international que depuis 1867, suite à un traité de Londres qui a évité une guerre entre une France cherchant à se maintenir et une Allemagne en voie de se former. Mais cette fois-là, pour la première fois, des représentants du pays furent associés aux négociations. On le fit 'neutre'. Après cette immense peur, le gouvernement prit à cœur de défendre lui-même les intérêts du pays. Il nomma quelques diplomates auprès de certains des garants de sa 'neutralité', et ce fut la naissance d'une diplomatie ! Paul Eyschen fut l'envoyé à Berlin, avant d'être Ministre, et Ministre d'Etat (1889 à 1915).

Cette neutralité ne fut pas respectée, par deux fois, par l'Allemagne. Grand producteur d'acier, victime et spolié pendant la 2^{ième} guerre mondiale, le Luxembourg était un membre-fondateur de l'ONU à San Francisco, puis de l'OECE/OCDE, plus tard de l'Alliance atlantique/OTAN, et surtout du mouvement d'unification européenne, dans ses expressions diverses. Né en 1943 le Benelux inspirait, et notre présence dans ces diverses enceintes acquit un plus grand poids que +- 360.000 citoyens ne l'ont d'ordinaire.

Mais les Luxembourgeois sont des citoyens vivant dans un entre-deux crucial, alors comme aujourd'hui. Entre six, puis neuf, dix, douze participants autour de la table, le climat de travail était informel et stimulant. Le pays se retrouvait parmi les autres, avec les grands européens, et put s'exprimer. Les non-membres lui faisaient parfois la cour. Il frappait plus fort que sa catégorie. A quinze, avec trois pays neutres, l'influence du pays se trouva immédiatement affectée, et le grand élargissement de 2005 amplifia cet effet 'rapetissant' sur un 'fondateur' désormais noyé dans la multitude.

7. Le diplomate luxembourgeois est aujourd'hui ébranlé : par les tremblements de terre et changements de paradigme, dans les deux alliances principales du pays : l'Alliance atlantique et l'UE ! Un vent contraire se leva dans les deux cas, manifeste sur l'Europe dès 2005. Rancunes, identitarismes et accidents financiers se donnèrent la main. Aurions-nous pu naviguer contre ce vent contraire, au moins sur la scène européenne ? **Pourtant c'est précisément pendant cette période que le Luxembourg a transféré, comme tous les EM, la mission de présidence récurrente de la coopération politique à une institution commune : au Haut-Représentant et à son secrétariat.** Soulagement d'avoir cédé un poids insoutenable ? Pour un instant, sans aucun doute, avant de saisir la portée de ce

bouleversement. En 2010 le SEAE arriva, avec une grosse surprise : confiné lui-même, il coupa les ailes de ses 'petits porteurs'. Mais les 'Grands' prenaient bonne garde à leur pré carré.

Alors, l'Europe en tant que phare tant désiré, ou plutôt d'autres amours? Le réseau diplomatique fut élargi aux ambassades à Varsovie et à Prague. Mais le Luxembourg maintient dans plus de la moitié des membres de l'UE (14) la pratique d'ambassadeurs non-résidents, une symbolique sans impact profond. Dans mon cas: Dublin, Ljubljana, Bratislava. Travail confiné aux couloirs du MAE respectif, et à des visites ou réunions sporadiques! L'Europe ayant perdu du terrain, et le Luxembourg ayant perdu du terrain en Europe, les priorités évoluèrent.

8. Le diplomate luxembourgeois bouge. Il se focalisa sur le commerce, le multilatéralisme et le développement. Désormais le pays tente de figurer dans le peloton de tête des statistiques économiques mondiales. Des ambassades furent ouvertes à Delhi, Bangkok, Ankara, Dakar, Abou Dhabi, Brasilia. La découverte de l'ONU comme théâtre d'opération illustre aussi cette réorientation. Alors la CPE ou la PESC : restent-elles toujours une ambition centrale et cruciale?

L'Europe restera-t-elle notre souci central ? Certes ce sont les pays les plus lourds qui impactent surtout les évolutions internationales. Mais les 'petits' états ne doivent pas se défaire sur les grands. Ils doivent s'autodéterminer, s'affirmer et interpellier les 'grands' à l'occasion. Sinon ils ne sont plus souverains. Les 'Petits' doivent rencontrer et soigner leurs contacts à tout va. C'est pourquoi l'UE restera le 1^{er} cercle, indispensable pour le Luxembourg, à la fois tribune et rempart, et sa priorité doit être de s'**entêter** à entretenir ce réseau entre égaux.

9) Le diplomate luxembourgeois a aussi un devoir de pédagogie, en interne. Est-ce que les Luxembourgeois se rendent compte de l'évolution de la position, et du poids du pays, dans une Europe elle-même confuse, dans un monde se réchauffant inexorablement, et au sein d'une humanité se heurtant à des limites? Ses diplomates leur doivent d'agir en externe, certes, mais aussi en informant et expliquant, et en participant au débat interne. Ailleurs cela se fait, nous pouvons faire mieux sur ce terrain.

III. Les nœuds du tapis : le récit de la pêche et de la poisse

De l'attaché au directeur-délégué, et ensuite à l'ambassadeur, la coopération politique européenne fut une constante pour moi, et la CPE était une espèce d'âge d'or. Expérience partagée avec une poignée de collègues seulement. Mais mon parcours diplomatique connut bien deux moitiés distinctes. L'époque pendant

laquelle le soleil rayonnait, que nous avions 'la pêche' ! Et celle de 'la poisse', caractérisée par les déceptions.

La « pêche » ?! Que l'on me pardonne d'aborder la question sur un ton léger. Les développements internationaux comportent une immense part de drames, de douleurs et énormément d'injustices. L'ignorance et la bêtise jouent un rôle que l'on ne devine pas si facilement de l'extérieur. La pêche ne vient pas sans épreuves considérables.

Ma première réunion de diplomate eut lieu en août 78 à Bonn (la RFA présidait les Neuf), au palais Schaumburg, l'ancienne résidence du chancelier Adenauer, pour préparer une mission à l'ONU. Entrée en matière impressionnante pour un jeune ex-avocat-stagiaire. Sciences Po à Paris m'avait bien ouvert la tête, mais ce jour là je pensais voir le soleil se lever dans ce beau parc sur les bords du Rhin, en Allemagne.

Le temps de quelques décennies, le petit univers diplomatique du Luxembourg carburait : entre 1945 et 2005. Quelle chance pour ma propre génération de collègues : quand même un quart de siècle. Notre période fut celle d'une Europe en marche, rapide à l'occasion, et triomphante également, jusqu'en 2005-2006 du moins ! Le Luxembourg assumait entre 1980 et 2005 plusieurs présidences tournantes de l'UE particulièrement fructueuses: 1980, 1985, 1991, 1997 et 2005. Ensuite elles s'espacèrent (2015, puis ?), et avec le COPS, le HR et le SEAE, la substance de notre contribution dans l'action extérieure s'est forcément diluée.

Notre époque fut celle d'un Luxembourg-acteur authentique sur le théâtre européen et au-delà. Nos ministres et l'appareil diplomatique eurent l'occasion de vivre dans l'action, nous présidions, dans notre capitale et à intervalles fixes, les réunions des conseils, comités et groupes de travail, et nous mêmes en œuvre les actions décidées. La 'Présidence' ne se contentait pas de guider seulement à travers les réunions, elle pouvait aussi orienter. Ce dynamisme fut particulièrement intense dans le domaine de la 'Coopération politique européenne', dans laquelle j'étais actif : 5 x 6 mois = deux années et demi (+ préparation et passage du relai) de pure action européenne, au total l'équivalent d'un poste diplomatique. Un honneur, une aventure et un bonheur professionnel rare. Epuisant, mais source d'une euphorie très positive.

Beaucoup de voyages, et les missions les plus diverses, jusqu'au plus haut niveau, furent menés par la présidence ou la formation dite de la troika (présidences antérieure, actuelle et suivante). Moyen-Orient, Afrique, Amérique centrale, Asie me procurèrent ainsi plusieurs expériences très formatrices. Souvenirs, souvenirs ...

Le Sommet de Venise de 1980 consacré à la situation au Moyen-Orient avait chargé notre Ministre Thorn de rencontrer tous les grands responsables dans la région : Begin, Sharon et Peres, Anouar El-Sadate, Assad le père, Saddam Hussein, et aussi Yasser Arafat, à Beyrouth. Passant par une tour en construction, redescendant les escaliers pour aboutir finalement dans un autre bâtiment dans un appartement frugal. Arafat ne dormait jamais dans le même lit ! Thorn vit encore bien d'autres interlocuteurs. La délégation comprenait trois collègues, et j'étais le porteur de serviette. En route vers le chef des Palestiniens, la voiture dans laquelle j'étais fut séparée de celle du Ministre, et je me retrouvais seul avec deux membres du service de sécurité palestinien dans une ville en ruines et encore en guerre civile. Moment de flottement... Mais nous avons fini par rattraper la voiture de l'ambassade des Pays-bas.

Lors d'une tournée en 1986 d'une troika européenne dans une dizaine de capitales en Amérique latine et centrale consacrée au problème des 'Contras', je me rappelle la présence à Managua de Nora Astorga, égérie sandiniste, connue pour avoir séduit et assassiné un général ennemi. Une Judith des temps modernes, belle et d'une grande assurance. Elle devint plus tard l'ambassadrice du Nicaragua à l'ONU à New York.

Citons encore le fait qu'un noyau de secrétariat commun pour la coopération politique fut installé à Bruxelles dès 1986. Comme 'Correspondant européen' j'avais présidé à la préparation de la décision, et participa à la troika décidant des structures initiales dans le bâtiment 'Charlemagne'. Structures qui préfigurèrent ce que devint par la suite le SEAE. Je ne voyais pas alors que cette création devait se muer plus tard en une sorte de 'cheval de Troie', avec pour effet de marginaliser l'action diplomatique des membres les plus petits de l'UE. Sans que Paris, Bonn/Berlin ou Londres ne concèdent à leur tour du terrain. L'effet *de cette approche inégale est une UE molle et sans réelle puissance, la « Ohnmacht », *et pour tous, sans la « Durchschlagskraft ».

En 1978, je pensais que la guerre froide et le mur de Berlin allaient m'accompagner pendant ma carrière. Mes premiers ébranlements vinrent au moment de l'enterrement d'Andropov, et avec la rencontre de Reykyavik. Je vis cet enterrement de près, ayant accompagné à Moscou Madame Colette Flesch pour l'occasion (comme chef de cabinet). Par un hasard un peu invraisemblable, notre délégation fit le voyage de Moscou dans l'avion du Vice-Président Bush, le célèbre 'Air Force One'. A ce jour le Luxembourg n'a encore jamais reçu un Président américain sur son sol, mais le jour de la mort d'Andropov, le Vice-Président était en visite de travail officielle à Luxembourg, et il nous invita à faire le trajet dans son avion. L'atmosphère de Moscou ne m'était pas totalement inconnue, en raison

d'un voyage d'étudiant en 1975. Ces funérailles étaient bien celles d'une époque et d'un régime. Nonobstant Tchernenko, une césure s'annonçait.

La fin de la guerre froide est liée à l'action et au verbe du pape Jean-Paul II, comme elle le fut aussi, à la surprise assez générale, à celle du président américain Ronald Reagan. En URSS les personnes les plus directement liées à la fin de la guerre froide furent Michail Gorbatchev, à moins que le premier ne fut l'académicien Andréï Sakharov. Immédiatement après eux, ou en parallèle, figure Boris Eltsine, le 1^{ier} président jamais élu démocratiquement par les Russes.

Cinq personnes déterminantes, et dans ce groupe aucun Européen de l'Ouest ? Pourtant Hans-Dietrich Genscher y mérite une place, avant même le chancelier Kohl qui comprit l'enjeu et a agi avec le succès que l'on sait pour l'unification allemande. Mais Genscher avait publiquement prédit le mouvement, dès 1985 à Davos. Thatcher et Mitterand ? Leur rôle ne fut pas celui de l'inspireur, même s'il ne fut pas celui de l'obstructeur non plus. Encore que ...

Cette gigantesque césure ne tarda pas, et presque tous s'en félicitèrent. Sauf les tenants de l'ancienne manière de penser qui se retirèrent dans leurs coquilles, en attendant d'en ressortir. Les anciennes structures de sécurité de l'URSS surent se modérer et patienter, et aujourd'hui elles sont de retour.

Jeune ambassadeur à Moscou à partir de janvier 1989 (j'avais 36 ans), je dus présenter la voix de la CE à Moscou entre janvier et juillet 1991. Mes interlocuteurs de cette superpuissance nucléaire restèrent bouche-bée de se faire diplomatiquement 'raisonner', à l'occasion des 14 morts de la tour de télévision à Vilnius et à d'autres moments, par ce petit diplomate de ce petit Luxembourg qui s'exprimait au nom des douze états de la CE de l'époque : plus de 300 millions de personnes quand même ! La tuerie de Vilnius et la réaction internationale immédiate furent un moment-clé, une erreur d'appréciation du Kremlin, et au final un échec pour la faction réactionnaire. P.m.: la révolution couvait, le mur de Berlin tomba en automne 89 et les républiques de l'URSS revendiquèrent de sortir de cette prison des peuples. Alors, imaginez, cette présence au MID d'un diplomate aussi jeune, parlant au nom d'une 'puissance' tout juste adolescente ! Un symbole signalant que les critères encroûtés d'un pouvoir stagnant ne prenaient plus. *Tempera mutantur*, et les 'pontes' de l'URSS n'en revenaient pas.

La tension était forte pendant ces quelques visites, du côté de mes interlocuteurs soviétiques, et chez le principal d'entre eux, le Premier Vice-ministre Kvitsinski. La tension que j'éprouvais pendant toute cette période était très forte également, comment et pourquoi vous le cacherais-je ... ?

Ainsi avec Michaïl Gorbatchev au Kremlin, en petit groupe, après le coup d'état échoué. Après son retour de Crimée, il reçut immédiatement les ambassadeurs de l'UE, tous désireux de lui manifester un appui, et il nous raconta par le menu détail sa détestable aventure. Mais lors de la conférence de presse qui a suivi, il confirma qu'il restait 'un communiste convaincu'! Signant de ce fait la fin du parti communiste, de l'Union soviétique, et sa propre fin en politique! Encore aujourd'hui il refuse de l'admettre, préférant accuser Eltsine et d'autres. Je sortis de cette conférence de presse en me frottant les yeux : comme la presse, j'avais compris que le monde venait de prendre un virage. Tournant pacifique, pour l'essentiel, et il resta pacifique. Immense mérite de Gorbatchev, et des autres dirigeants russes en situation de responsabilité pendant l'automne 1991.

Il est parfaitement adéquat de consacrer quelques phrases à la tension qui régnait pendant ces rencontres internationales, forte je le répète, et des deux côtés. La pression monte, se transforme en situation intenable et en apparence sans issue, ou pour le moins en attente d'une canalisation imaginative ... La violence est toute proche, ou déjà passée ... Ou en cours !

Les tensions sont le pain blanc des diplomates, mais le recours à la violence est un anathème pour eux. Ils ne réussissent pourtant pas si souvent que cela à œuvrer efficacement pour éviter que la tension ne dégénère en violence. Beaucoup d'échecs, parfois une rencontre et un délai sont déjà une récompense.

Le moment le plus tendu dont je me rappelle fut en 1985. En Afrique du Sud pendant les dernières années de l'Apartheid, l'eau bouillait dans la marmite. J'étais président du groupe Afrique de la CPE et avait accepté de rencontrer l'ANC, dans un restaurant à Luxembourg. Peu après une troika européenne avec les Ministres Poos, De Michelis et Van den Broek rencontra au Cap le président sud-africain d'alors, Pieter Botha, un vieux dur à cuir, protagoniste convaincu du racisme institutionnalisé et qui semblait assez proche de l'apoplexie face aux trois Européens qui tentaient de le mettre sous pression, tout en souhaitant éviter l'éclat. Mais le plus tendu à cette occasion était le Ministre sud-africain des Affaires étrangères, Pik Botha, qui souhaitait déjà une évolution dans son pays. Reprenant son souffle, nerveusement sur la terrasse, visage crispé, lèvres crispées, doigts crispés sur la cigarette, allumées et jetées l'une après l'autre. Son président n'explosa pas, son pays non plus.

En 1996 le Ministre Poos m'avait confié le dossier post-yougoslave en vue de la présidence européenne qui s'annonçait. Sans doute se souvenait-il de 1991 ! Son instruction centrale était de gérer dans le plus grand calme possible les contacts avec les acteurs dans cette poudrière.

En guise de préparation nous sommes allés voir Milosevic à Belgrade, encore solidement installé dans un palais, et qui m'a donné la main, d'une poignée parfaitement indifférente. Un homme qui vivait à l'intérieur de lui-même, avec ses fantasmes sadiques. Notre Ministre n'eut pas à faire d'autres voyages dans la région pendant ses six mois de présidence en 97, et j'en fis quelques-uns pour marquer une petite présence. Poos reçut à Luxembourg Ibrahim Rugova, le leader historique kosovar à l'éternelle écharpe, homme de lettres et personnage intellectuel forçant le respect. Il n'en démordait pas: il plaida la nécessité de l'indépendance de son peuple.

Tendues furent sans aucun doute mes rencontres en 1997 dans les nouvelles républiques, notamment avec plusieurs responsables d'alors de la Republika Srbska, dont certains se sont retrouvés plus tard à La Haye devant la Cour pénale internationale pour les crimes de guerre commis en Ex-Yougoslavie. Je me rappelle en particulier d'une rencontre à Pale. Le cynisme malsain, encore que candide de Krajisnic, le remplaçant d'un Karadjic passé à la clandestinité, mettait très mal à l'aise. Une conférence de presse improvisée à Banja Luca avec Biljana Plavsic, qui semblait plus consciente des enjeux, ne manquait pas non plus de poivre.

La présidence luxembourgeoise eut cependant de la 'chance' : ce fut une période sans incendie particulier. 'Mission accomplished' ?!

Bien plus tard, à Paris, en 2005, j'eus l'occasion de déplaire à la seule superpuissance du moment, les Etats-Unis d'Amérique, lors des travaux de l'UNESCO. Cette organisation devait mettre au point, sur proposition de la France et du Canada, une convention internationale pour la protection de la diversité culturelle (Convention de 2005 de l'Unesco pour la protection de la diversité des expressions culturelles), dont l'objectif était de permettre aux activités culturelles de ne pas être assimilées à de vulgaires produits commerciaux soumis aux seules règles du commerce international. L'industrie française du film, entre bien d'autres activités essentielles pour la créativité et les créateurs dans les sociétés les plus diverses, ne pouvait se maintenir sans un appui public pleinement justifié par la valeur de la culture. Les coups de boutoir d'Hollywood ne pouvaient être laissés sans réaction. Les Américains étaient totalement opposés, sans surprise, à cette initiative appuyée par ailleurs par l'UE dans son ensemble.

La présidence luxembourgeoise fut en position de pousser ou de ralentir. J'avais promis à mon collègue français de pousser, et nous le fîmes avec succès alors que la coordination des positions européennes nous incombait. Je présidais en français, avec verve et vitesse, et parvint à rallier l'UE. Ensuite en plénière, lors de chaque vote sur la demande du président sud-africain pour un quelconque bout de phrase, le Luxembourg levait sa pancarte, vota pour, et les pancartes de l'UE suivaient, et

ensuite l'ensemble de la salle, à l'exception des Américains, d'Israël et de quelques îles du Pacifique. Quelques dizaines d'occasions de se réjouir ! Rarement j'ai levé mon bras avec davantage d'enthousiasme. La convention fut acceptée.

Belle expérience, une petite heure de gloire pour le représentant d'un tout petit pays reconnu par le monde entier comme un 'key-player' dans cette négociation assez difficile par ailleurs. C'était en juin 2005, le tout dernier bout de cette période faste de la diplomatie luxembourgeoise.

Quinze mois plus tôt le Luxembourg, à travers moi, avait pourtant ouvert les portes du Conseil exécutif de l'Unesco aux Etats-Unis d'Amérique, lors de son retour en 2003 dans cette organisation quittée par Reagan quelques années plus tôt. Notre pays retira sa propre candidature, sur la demande de Washington, évitant à l'Amérique un vote qu'elle n'était pas sûre du tout d'emporter. Le Luxembourg fut élu en 2005 au Conseil exécutif, ce qui me procura une grosse année de présence à ce conseil.

Un moment compliqué : l'Iraq et l'ONU, en 2003 ! En Europe quatre pays s'opposèrent à une deuxième guerre, dont le Luxembourg : le PM Juncker et la MAE Polfer surent faire la part des choses, non sans courage. Alors RP à NY, j'ai observé de près le déploiement du drame, rapporté à la capitale et présenté notre position. Je fus dans la salle pendant les discours de de Villepin et de Powell. Je ne me suis jamais remis de ma déception d'avoir vu Washington pris dans ses mensonges, dans ses manipulations, et décidé, à coûte que coûte, commencer cette guerre. Tragique erreur d'aiguillage, une perte des repères éthiques.

Dès 2004 le nouveau ministre luxembourgeois des affaires étrangères eut la chance de mener la campagne pour la 1^{ère} candidature du Luxembourg au Conseil de sécurité de l'ONU, proposition soumise par moi au gouvernement en 2001 en ma qualité de Représentant permanent à l'ONU à NY, et que le gouvernement Juncker-Polfer de l'époque poussa avec toute l'énergie requise. Le nouveau ministre et ses collaborateurs réussirent brillamment cette élection et le Luxembourg participa aux travaux en 2013 et 2014. Le ministre des affaires étrangères devint par la suite également ministre de l'immigration, problème aigu et endémique: il en fit son principal cheval de bataille.

Mais Jean Asselborn intervint aussi bien des fois pour défendre les positions du pays et/ou de la social-démocratie européenne, les interviews télévisées se multipliant notamment en langue allemande. Il prôna, et prône le respect des droits de l'homme, de l'état de droit et de la séparation des pouvoirs, dans les difficultés avec la Hongrie et la Pologne. Et en Russie, la Russie est située également en Europe, même si elle n'est pas un membre de l'UE. Et au-delà ...

Vint la longue marche vers la poisse Un Luxembourg 'protecteur du Graal' en Europe, mais un Luxembourg crédible et médiateur? Surgit alors chez plusieurs partenaires du groupe de Visegrad, et au-delà, une indifférence, une fatigue d'entendre la bonne parole, et de voir lever le doigt, fut-il celui d'un fondateur.

Longtemps le traité de Maastricht, la réunification allemande, l'euro et les élargissements cachèrent les failles. Jusqu'à cette «constitution européenne», rêvée par Valéry Giscard d'Estaing, négociée, rédigée, puis soumise aux citoyens ... et qui fut refusée en France et aux Pays-bas! Le traité de Lisbonne, remodelant cet échec, installa au centre de la toile le 'Conseil européen' requérant l'unanimité des représentants des EM, parmi lesquels ne figurèrent plus que les Premiers Ministres ! Les ministres des affaires étrangères étant laissés dehors et dans le fossé ! Malgré leur expérience et leurs connaissances précieuses ! Ainsi leur prestige auprès de leurs interlocuteurs les plus divers fut gravement entamé, de même que l'efficacité de leurs contacts au nom de l'UE.

En créant cet organe collectif du 'Conseil européen', l'UE s'est-elle tirée une balle dans la jambe ? Elle a saboté elle-même son impact international, et compromis l'efficacité de la PESC et du SEAE . N'était-ce pas une fausse bonne idée de VGE, comme aussi le G7 ? Une pratique à améliorer en tout cas! L'admission des MAE dans la salle du Conseil européen semble faisable. Le président le propose, les PM l'acceptent, et ils entrent.

Au premier regard un membre fondateur parmi 28 états membres garde une base solide pour développer une action d'Européen convaincu et convaincant, et volontiers intermédiaire, même sans statut de 'président'. Or ces atouts perdirent de leur rayonnement. Notre détermination de servir la cause européenne continuait évidemment, mais les intérêts des uns et des autres formèrent un fouillis difficile à démêler. Une voix 'ultra-pro-européenne' ne fait pas forcément un bon médiateur.

En outre notre pays est devenu une cible. En raison de son tropisme européen d'un côté, mais surtout de sa prospérité découlant d'une place financière qui n'en avait rien à cirer de l'unification des législations, mais qui faisait ses choux gras des niches et des subtilités juridiques.

Défendre la place financière devint une tâche centrale. Ai-je jamais eu à opposer un veto luxembourgeois ? En automne 2003 je suis arrivé à Paris, et aussi à l'OCDE. Ma 1^{ère} réunion au Conseil fut l'occasion d'expliquer que le Luxembourg s'opposait à l'échange automatique des données fiscales, projet que cette organisation avait inscrit à son agenda. Mes instructions étaient claires : vote négatif, donc

éventuellement un veto dans une organisation décidant à l'unanimité. Le vote final eut lieu lors d'une réunion exceptionnelle en Slovaquie, dans la 'Haute Tatra', et j'ai été en contact étroit avec notre directeur du trésor tout en contemplant un magnifique panorama de montagnes. Le Luxembourg resta ferme dans ses bottes, et il figurait finalement dans un petit groupe : Suisse, Autriche et Belgique. Pas de veto donc, un simple vote négatif. Plus tard j'ai œuvré pour améliorer notre relation avec l'OCDE, en organisant notamment la visite de son nouveau SG au Luxembourg. Longtemps Angel Gurria a contemplé les étoiles à Betzdorf, et surtout les antennes des satellites de la S.E.S.. Le Luxembourg et l'OCDE se sont décidés à travailler dans une ambiance plus constructive.

Etre une cible, être sur la sellette, ne s'accorde pas facilement avec un angélisme européen. Surtout quand le pays ne préside plus guère. Vouloir rester dans ces conditions le gardien du Graal ne marchait tout simplement plus. Une personnalité aussi forte que notre Premier Ministre de l'époque ne pouvait qu'en prendre note, mais inverser les choses ? Pas vraiment. Il ne le tenta guère, soucieux de tisser sa toile de relations personnelles, sauvegardant l'avenir. Put-il compenser un tant soit peu plus tard, dans ses fonctions européennes ? A d'autres d'en dissenter. Ses mémoires vont être lus avec grand appétit.

La perte d'influence pour la plupart des **ministères** européens des affaires étrangères depuis le traité de Lisbonne est tout simplement une césure historique. Mais tout spécialement pour le Luxembourg, le plus petit des membres les plus anciens, et de ce fait travaillant avec des diplomates engagés beaucoup plus intensément. JA a pris ses fonctions à la mi-2004, et il eut à en assumer pleinement les conséquences. Il ne connaissait guère 'le monde d'avant', cette 'Welt von Gestern' (cf. Stefan Zweig). Il ne préside plus guère, ne mène plus de missions européennes significatives, et n'assiste plus aux réunions du Conseil Européen. Le Luxembourg a payé ce prix. Le temps n'est-il pas venu, pour tous, d'admettre une semblable 'passation' d'influence vers le SEAE ? Et de renforcer enfin l'autorité de celui-ci !

De la poisse, je n'en dirai pas plus dans cet exposé consacré à mon expérience vue sous l'angle de la coopération politique européenne. Mais ce fut une épreuve de vivre le chapelet des déconvenues depuis l'an 2000. Une évolution désastreuse autant que complexe. Mais le temps manque pour approfondir les différents facteurs de cette descente vers le Hadès.

*9/11, invasion de l'Irak, crise financière de 2008, l'incompétence et l'inconscience criminelle de tant de dirigeants du monde économique (Winterkorn, Fuld), la crise de l'euro, la débâcle en Syrie et l'échec des approches européennes dans la région, le terrorisme islamiste et ses crimes exécutés par des citoyens européens, les

migrations chaotiques, les identitarismes, une fascisation rampante en expansion constante. La montée en puissance d'une Chine n'hésitant pas à manipuler et à opprimer. + ... ?

Conclusion : Le bonheur de voir s'épanouir la liberté, en 89-91, et de participer à la construction de l'UE fut extraordinaire. Fallait-il payer un prix pour ce bonheur, méritions-nous de vivre les déconvenues qui suivirent, et qui se suivent encore? L'optimisme du début des années 90, la joie des Européens, à l'est comme à l'ouest, une certaine candeur, du Luxembourg et d'autres, méritaient-ils cette véritable punition? Non, bien sûr. Avions-nous imprudemment baissé notre garde ? Sans doute ... Mais les déceptions, c'est vraiment une très vieille histoire dans les relations internationales.

Après la punition, l'Europe apprendra-t-elle sa nouvelle leçon ? Réagira-t-elle, choisira-t-elle l'unification ? Ou se contentera-t-elle, à l'âge de la globalisation, de subir? Si les Européens n'arrivent pas à réagir ensemble, « to put their act together », ils se livreront aux prédateurs.

Le 'Service européen d'action extérieure' ne doit-il pas devenir, et vite, un 'Ministère' qui coifferait le 'Quai' (Quai d'orsay), le BAA (Bundesamt des Auswärtigen), et les autres ... dont le 'Palais Mansfeld' ? Quand l'UE aura-t-elle son Serguéï Lavrov ... **ou plutôt son Hans-Dietrich Genscher?**

*Ce ne sont là quelques éléments qui me viennent de mon parcours personnel, et mes collègues, tous ou presque, pourraient raconter d'autres anecdotes, notamment de notre 'âge d'or'. Sans parler des Ministres luxembourgeois engagés au niveaux les plus élevés. Mais impossible d'aller plus loin aujourd'hui, je parle déjà depuis près d'une heure !

Hubert Wurth 22.4.2021